

Cette proposition assurerait de plus grands avantages aux contribuables à revenus élevés qu'aux autres, mais les petits contribuables n'en bénéficieraient pas autant. Il ne parle pas de cela non plus. Une telle proposition favorise ceux qui se trouvent en solide position négociatrice dans la société. Pourtant il parle aussi de la grande puissance dominatrice des syndicats et autres groupes organisés par rapport à ceux qui ne le sont pas. J'aimerais qu'il évite les contradictions afin que je comprenne ce qu'il veut dire. Une réduction uniforme des revenus aux fins de l'impôt, comme le propose le chef de l'opposition, ne serait pas équitable pour les motifs que j'ai énoncés. Une action de ce genre priverait le gouvernement du Canada d'un de ses moyens fiscaux les plus efficaces et les plus équitables tout en contribuant considérablement à la montée inflationniste.

L'idée de réduire les charges fiscales des particuliers pour faire baisser les prix diminuerait le rôle du revenu des particuliers comme facteur de stabilisation automatique. Cette opération se solderait par des pressions inflationnistes plus fortes que celles que nous pourrions connaître avec le régime fiscal actuel, ou par suite des hausses d'impôt destinées à annuler la réduction des charges fiscales des particuliers. Augmenter les impôts sur le revenu des particuliers annulerait tout simplement la proposition du chef de l'opposition, tandis qu'aucun autre impôt, qui pourrait être levé, ne serait aussi équitable que l'impôt sur le revenu des particuliers. Naturellement, a-t-il dit, cela forcerait le gouvernement à déposer ses propositions fiscales devant le Parlement. Je suis député depuis quatre ans seulement, mais, si je ne m'abuse, selon ce que j'ai observé, c'est exactement ce que le gouvernement doit faire tous les ans ou chaque fois qu'il dépose un budget. Je ne vois donc pas quelle différence énorme produirait le fait de forcer le gouvernement à faire quelque chose qu'il est déjà obligé de faire, et qu'il fait depuis des années.

Le montant de l'impôt du contribuable pour un an serait incertain jusqu'à ce que l'indice des prix ait été fixé. Et cela venant d'un homme qui, depuis deux ans et demi ou trois ans, a parcouru le pays, allumant ici et là des petits feux de brousse avec son petit briquet, ou avec ce qu'on voudra, et disant à qui veut l'entendre que les incertitudes engendrées par le gouvernement actuel ont causé les prétendus malaises qu'il voit se propager de tous les côtés. Il y a eu des incertitudes avant aujourd'hui, mais cette proposition en susciterait bien d'autres. Évidemment, il est illogique de fixer l'impôt sur le revenu des particuliers en dollars fixes, alors qu'aucun des autres impôts, comme la taxe de vente générale, ne change.

Je ne suis pas toujours de l'avis du *Free Press* de Winnipeg, mais il lui arrive de voir clair quand il fait beau. En ce qui concerne la proposition du chef de l'opposition, voici ce qu'il écrit:

Si M. Turner avait suivi les conseils de M. Stanfield, les emprunts aussi auraient augmenté. Le gouvernement aurait puisé plus de 2 milliards de dollars des économies de la nation—des fonds qui, autrement, auraient pu servir à des investissements générateurs d'emplois.

Et il poursuit, plus loin:

La différence entre M. Turner et M. Stanfield, c'est que l'un recourra à la vieille méthode d'inflation monétaire grossière aussi peu que possible, alors que l'autre y recourrait témérairement dans une mesure bien plus ample et indéterminée.

Et encore:

... si M. Turner fait des efforts acharnés pour accomplir le mieux possible une tâche ingrate ...

C'est-à-dire, au sujet de l'inflation.

... M. Stanfield va encore plus loin et aggraverait davantage la situation en ajoutant des restrictions monétaires par-dessus l'inflation de coût.

Et enfin:

Lui qui n'est investi d'aucune responsabilité tente simplement de gagner ses élections au moyen de promesses qui le feront bien voir de la population, mais qui sont totalement irréalisables.

Je ne sais pas comment on pourrait mieux décrire son attitude. A la façon dont c'est tourné, on se croirait au bon vieux temps de Dafoe. Je constate avec plaisir que le journal se secoue enfin, après tout ce temps.

Suffit pour le programme du parti progressiste-conservateur. Si c'est là tout leur programme, je vois venir le temps des élections avec plaisir, car il signifie des augmentations progressives de l'impôt et des jours conservateurs de misère, le tout bien enveloppé dans du beau papier bleu. Si vous n'y voyez pas d'objection, monsieur l'Orateur, je m'en tiendrai au budget Turner et au gouvernement Trudeau, et je suis sûr que, lorsque sonnera l'heure de se prononcer, la majorité des Canadiens décidera d'agir de même.

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, le budget donne lieu à l'un des plus importants débats de la session parlementaire, et nombre d'orateurs se sont signalés jusqu'ici par leurs interventions judicieuses. En fait, le budget que présente à chaque session le gouvernement au pouvoir est l'instrument financier par lequel ce gouvernement stabilise l'économie et annonce sa politique de croissance pour les mois à venir. Fait intéressant, le débat sur le budget prend cette semaine une tournure différente de ce qu'elle était la semaine dernière. D'ordinaire, ce débat se déroule sans interruption; cette continuité permet des échanges un peu plus vigoureux. Ayant écouté presque tout ce qui s'est dit cet après-midi, je trouve que la communication et le dialogue font défaut; chacune des interventions se fait en vase clos.

Je suppose que ceci est dû au fait qu'on a interrompu le débat pour examiner une question que le gouvernement considérait comme très importante et très urgente pour la population, soit la mise en œuvre de l'augmentation insinifiante des pensions de vieillesse, des prestations aux anciens combattants, des pensions d'invalidité et le reste. Le bill C-208 a été examiné à toute vitesse, à tel point que le Sénat a dû siéger exceptionnellement vendredi pour que tout soit prêt pour le déclenchement éventuel d'élections que l'on prévoyait avant la fin de semaine dernière. Il n'y a pas eu d'élections de déclenchées; aussi, l'atmosphère de la Chambre et l'attitude du gouvernement sont très différentes pour la reprise des discussions budgétaires.

• (1640)

Le budget ayant été établi en fonction des élections, il ne répond pas aux objectifs fondamentaux d'un budget. J'ai déjà exposé ceux-ci dans leurs grandes lignes, à savoir le recours aux moyens fiscaux par le gouvernement pour résoudre les problèmes économiques. Ce budget ne résout aucun des problèmes fondamentaux de l'économie canadienne tels qu'ils se présentent actuellement. Il correspond plus à ce que l'on pourrait appeler une façon improvisée d'aborder les questions de base. Je parlerai de l'improvisation dont a fait preuve le gouvernement dans d'autres cas avant de terminer mes observations, et notamment quant à la manière dont le gouvernement s'attaque à l'un des principaux problèmes de l'économie